

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOGEA Environnement Bourgogne-Franche-Comte

13 rue de Pins
ZA EUROPOLYS
25110 Autechaux

Références : UID257090/SPR/BB/ 2026 - 0420A
Code AIOT : 0005901551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement SOGEA Environnement Bourgogne-Franche-Comte implanté lieu-dit "Les Essarts de la Rochotte" 25110 Hyèvre-Paroisse. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Elle visait également à constater l'état actuel de la carrière et l'absence d'exploitation dans la perspective de la fin de son autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGEA Environnement Bourgogne-Franche-Comte

- lieu-dit "Les Essarts de la Rochotte" 25110 Hyèvre-Paroisse
- Code AIOT : 0005901551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 pour une durée de 15 ans, incluant la remise en état. La production autorisée est de 150 000 tonnes en moyenne annuelle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 10	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 4	Sans objet
2	durée	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 7	Sans objet
3	Prolongation de l'autorisation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-49	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 35.1	Sans objet
6	Phasage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 17	Sans objet
7	Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 19	Sans objet
8	Desserte et trafic poids lourds	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 23	Sans objet
9	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 24	Sans objet
10	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 28.3	Sans objet
11	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que la carrière a été très faiblement exploitée. Le jour de l'inspection, aucune activité d'extraction n'est en cours.

L'exploitant a indiqué qu'une demande de prolongation de l'autorisation et de modification des conditions de remise en état allait être prochainement transmise. Il a été rappelé à l'exploitant que cette demande doit être faite au moins 6 mois avant la fin de l'autorisation, soit avant le 08/09/2026.

Enfin, une non-conformité a été constatée : l'exploitant doit nettoyer le caniveau entre l'aire étanche et le séparateur hydrocarbures afin de permettre le bon écoulement des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 4
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 150 000 tonnes. La production pourra atteindre 200 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 150 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après.
Constats : La production de granulats a été nulle en 2025. Sur les dernières années, la production de granulats a été faible, et respecte les quantités autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : durée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 7
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans (dont 14 pour l'extraction) qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 33 et suivants du présent arrêté. L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année de la présente autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.
Constats : La fin de l'autorisation est fixée au 08/03/2027, et la fin d'autorisation d'extraction au 08/03/2026. Le jour de l'inspection, il n'y a pas d'activité sur le site et le dernier tir de mines date de 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prolongation de l'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-49
Thème(s) : Situation administrative, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.</p> <p>La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.</p> <p>Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait déposer prochainement un dossier de demande de modification portant sur la prolongation de l'autorisation et la modification des conditions de remise en état.</p> <p>Le dossier de demande de prolongation de l'autorisation doit être transmis au moins 6 mois avant la fin de l'autorisation, soit avant le 08/09/2026. A défaut de transmission d'une demande de prolongation dans ces délais, une procédure de cessation d'activité devra être initiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 35.1
Thème(s) : Autre, Carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière doit être remise en état au fur et à mesure de l'avancement des fronts et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son dossier de demande, et notamment sur le plan de réaménagement et coupe du site joints au présent arrêté (figures 13.1 et 13.2).</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière n'a pas été remise en état, et aucun déchet inerte n'a été admis pour son remblaiement du fait de la faible exploitation du site.</p> <p>Le dossier de demande de prolongation de l'autorisation devra comprendre une demande de modification des conditions de remise en état, afin de prendre en compte la situation réelle du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 10
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : l'exploitant est tenu de placer et maintenir : 1, des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation : 2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après ; 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée en excluant la nouvelle piste qui sera créée au Nord. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau des accès, au Nord et au Sud, par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ; 5. une aire étanche pour le stationnement des engins dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente ; Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux. d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Il a été constaté lors de la visite la présence d'une clôture englobant la zone actuellement en cours d'extraction. Des panneaux d'information sont également régulièrement présents au niveau de cette clôture. Une aire étanche est présente (la chargeuse était stationnée dessus lors de l'inspection), avec un caniveau relié à un séparateur hydrocarbures. Lors de l'inspection, il a été constaté que le collecteur entre l'aire étanche et le séparateur est obstrué de terre et débris végétaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit nettoyer le caniveau reliant l'aire étanche et le séparateur hydrocarbures afin de permettre l'écoulement des eaux récupérées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Phasage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 17
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : 17.1 L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe en annexe au

<p>présent arrêté (figure D plan d'extraction).</p> <p>17.2 L'extraction doit être réalisée suivant les 3 phases décrites dans les annexes et détaillées à l'article 19 ci-après.</p> <p>17.3 Les superficies et les quantités de matériaux à extraire pour chaque période sont les suivantes</p> <p>:</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière est très en retard par rapport au plan prévisionnel d'extraction. On peut estimer qu'elle se situe en milieu de phase 1 au lieu de la fin de la phase 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 19</p>
<p>Thème(s) : Autre, Carrière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>19.1 La hauteur maximale d'extraction est d'environ 50 m. La carrière comportera à terme 4 gradins : 3 fronts d'une hauteur de 15 m et 1 front de hauteur variable. Les gradins seront séparés par une banquette horizontale de 10 m de largeur au minimum.</p> <p>19.2 L'extraction des matériaux se déroulera en 3 phases de 5 ans. Pendant les 2 premières phases, l'extraction se dirigera vers l'Ouest, puis pendant la troisième phase, l'extraction se dirigera vers le Nord.</p> <p>19.3 Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>19.4 La cote minimale du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 405 mètres NGF.</p> <p>19.5 Le défrichement réalisé préalablement à l'extraction est progressif et réalisé hors période de reproduction de la faune.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le défrichement n'a été réalisé que pour la phase 1. La zone d'extraction ne comporte qu'un seul gradin et le carreau se situe en moyenne à la cote 420 m (avec un écart de 5 m entre le nord et le sud du carreau). Selon le plan topographique du 9 février 2026 transmis par l'exploitant, la cote minimale du site est à environ 415 m, et les fronts respectent la hauteur limite de 15 m.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Desserte et trafic poids lourds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 23
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : Le transport des matériaux s'effectue (le principe de circulation des camions est en annexe au présent arrêté préfectoral) : - soit vers le Sud pour rejoindre la N83 en traversant Hyèvre-Paroisse avec un maximum de 10 rotations de camions par jour ; - Soit vers le Nord en empruntant la nouvelle piste d'accès pour rejoindre la RD271, puis la RD26, les camions prendront ensuite soit la direction de Clerval en traversant l'Hôpital Saint Lieffroy avec un maximum de 10 rotations de camions par jour, ou rejoindront la RD50 avec un maximum de 12 rotations de camions par jour ; [...]
Constats : La nouvelle piste d'accès au Nord pour rejoindre la RD271 n'a pas été créée. Au vu de la faible production du site, les flux de camions sont également très faibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 24
Thème(s) : Autre, Carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF), en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts, - les zones remises en état, la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : L'exploitant a transmis le plan topographique de la carrière en date du 09/02/2026. Le plan n'appelle pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée :

<p>Un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement doit être mis en place et régulièrement entretenu. Le nombre des appareils de mesure est de 3 au minimum. La fréquence du relevé de ces appareils est annuelle dans un premier temps et peut varier en fonction des résultats sur avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension.</p> <p>La méthode de mesure mise en œuvre fait référence à la norme NFX 43-007, avec une valeur référence de 30 g/(m2.mois) comme seuil en-deçà duquel la zone est considérée comme « faiblement polluée ».</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de production et d'activité de concassage en 2025, il n'y a pas eu de surveillance des retombées de poussières autour de la carrière.</p> <p>Une nouvelle campagne sera réalisée en 2026 en cas de prolongation de l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit/Vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>Des mesures doivent être effectuées à chaque changement de phase et de front d'exploitation et à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche de tirs et le résultat des mesures de vibrations du dernier tir réalisé le 20/06/2023. Le niveau maximal de vibrations mesuré au niveau des premières habitations est de 0,91 mm/s.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>